

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Lyon, le 17/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOGARIS DEVELOPPEMENT**

ZI Lyon Est les pierres blanches  
Boulevard bernard Vos  
69780 Mions

Références : UDR-TESSP-25-305-MF  
Code AIOT : 0010600259

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SOGARIS DEVELOPPEMENT implanté ZI Lyon Est les pierres blanches Boulevard bernard Vos 69780 Mions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le principal thème de cette visite d'inspection est la mise en place d'une organisation pour la réalisation des prélèvements environnementaux en phase d'urgence en cas d'incendie important.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOGARIS DEVELOPPEMENT
- ZI Lyon Est les pierres blanches Boulevard bernard Vos 69780 Mions
- Code AIOT : 0010600259

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGARIS DEVELOPPEMENT est autorisée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié à exploiter 11 bâtiments logistiques sur une plateforme logistique de la commune de Mions. Le site relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 1510 (entrepôt couvert) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et du régime de la déclaration pour les rubriques 2925 (atelier de charge) et 4802 (stockage de gaz à effet de serre fluorés ...).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	6 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	6 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
2	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1	Sans objet
7	Suite précédente inspection	Autre du 01/01/2023	Sans objet
8	Déversements accidentels	Lettre du 22/07/2025	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont constaté que l'exploitant n'a pas étudié les produits de décomposition et il n'a pas mis en place d'organisation sur ce thème.

**L'exploitant devra donc prendre les dispositions nécessaire afin de se mettre en conformité sur cette thématique sous six mois.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  23. Plan de défense incendie  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.  [...]  Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son POI (plan d'opération interne) daté du 22 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation d'exercice PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pour objectif de réaliser un exercice chaque année, avec un locataire différent à chaque fois.</p> <p>Le dernier exercice a été réalisé avec le SDMIS le 20 octobre 2023. L'exploitant a présenté le compte-rendu de cet exercice et les actions d'amélioration qui ont été mises en place suite à l'exercice.</p> <p>L'exercice de 2024 a été reporté à la demande du SDMIS mais il n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exercice de 2025 n'a pas encore été programmé.</p> <p>L'exploitant respecte le délai maximum de trois ans entre chaque exercice.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas répertorié les substances à rechercher en cas d'incendie sur son site.</p> <p>L'inspection a remis à l'exploitant le guide professionnel AFILOG relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser un inventaire des produits de décomposition ou familles de produits de décomposition susceptibles d'être émis pour chaque scénario d'incendie important, pour l'ensemble des milieux.</p> <p>Au préalable, l'exploitant devra recenser les produits susceptibles d'être stockés dans les cellules ainsi que les éléments susceptibles d'être présents dans les bâtiments (ex : amiante).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 6 mois
--------------------------------

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
-------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
--------------------------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas étudié de stratégie de prélèvement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour chaque type ou famille de produits de décomposition et pour chaque milieu retenu (cf constat précédent), l'exploitant doit définir une stratégie de prélèvement (équipements et protocole de prélèvement).

Si l'exploitant peut mettre en place une mutualisation d'équipements, il doit alors prévoir une convention.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
-----------------------------------------------

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
------------------------------------------------------------

<b>Proposition de délais :</b> 6 mois
---------------------------------------

**N° 5 : Personnels compétents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
-------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
--------------------------------------------------------

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte-tenu des constats précédents, l'exploitant n'a pas mis en place de procédure de mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une liste de personnels compétents ou d'organismes pour réaliser les prélèvements environnementaux.</p> <p>S'il choisit de faire appel à un organisme externe, il doit établir un contrat explicitant la stratégie de prélèvement et les délais d'intervention.</p> <p>Le personnel interne pouvant réaliser des prélèvements doit être habilité et formé à l'utilisation des équipements de prélèvements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers</p>

<p>Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière étude de dangers remise par l'exploitant date de 2002. La mention des produits de décomposition est obligatoire dans les études de dangers postérieures au 1er janvier 2023. Ce constat est sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Suite précédente inspection**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2023</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Suites inspection 2023</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suites de l'inspection du 23 mai 2023</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection en 2023, plusieurs non-conformités avaient été relevées.</p> <p>En particulier, les travaux de protection contre le risque foudre n'avaient pas encore été réalisés. Ces travaux sont programmés pour le 2e semestre 2025.</p> <p>Une étude des flux thermique datée d'août 2023 a été remise sur l'ensemble des bâtiments et cellules présents en 2023. Cette étude présente des effets thermiques en cas d'incendie de la cellule A du bâtiment 3 sortants d'environ 10 mètres des limites du site côté nord. Ces effets atteignent un bâtiment voisin ayant une présence humaine permanente. <b>L'annexe 8 de l'arrêté du 11 avril 2017 prescrit des mesures à prendre dans ce cas de figure.</b></p> <p>Les locataires du bâtiment 3 ayant pris congé, l'exploitant envisage de restreindre les conditions d'exploitation de ce bâtiment au(x) prochain(s) locataire(s) et de réaliser une nouvelle étude thermique afin de garantir l'absence d'effets thermiques létaux à l'extérieur du site.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
----------------------------------------------

**N° 8 : Déversements accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/07/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant a déclaré un déversement accidentel survenu le 15 mai 2025.
<b>Constats :</b>  Lors des déversements accidentels dans le bâtiment 4 (percements d'IBC) le 7 mai 2024 et le 15 mai 2025, l'exploitant a déclenché son POI et il a informé la DREAL de ces incidents. Une fiche BARPI a été communiquée, concluant à une erreur humaine.  En parallèle, l'exploitant a demandé à son locataire un descriptif précis des circonstances de ces déversements et a réalisé un retour d'expérience. Le locataire, qui a une activité de cross dock (transit), a mis en place de nouvelles procédures; en particulier, il s'est engagé à demander les fiches de données et de sécurité en amont de la réception des colis.  L'inspection rappelle l'importance de rechercher les causes profondes lors des incidents afin de mettre en place des actions de prévention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite